

Mardi 11 septembre 2001, Etats-Unis : « dix-neuf terroristes détournent quatre avions de ligne. Deux sont projetés sur les tours jumelles du World Trade Center à Manhattan (New York) et le troisième sur le Pentagone. Un quatrième avion, volant en direction de Washington, s'est écrasé en rase campagne à Shanksville, en Pennsylvanie, après que des passagers et membres de l'équipage ont essayé d'en reprendre le contrôle ».

Ces attentats auront fait plusieurs milliers de blessés et près de 3 000 morts. Dix-huit mois plus tard, les troupes américaines envahissaient l'Irak (20 mars 2003). On connaît la suite....

Lundi 11 septembre 1989, Hongrie : « suite à l'ouverture de la frontière hongroise à Hegyeshalom, des milliers d'Allemands de l'Est passent en Autriche pour rejoindre l'Allemagne de l'Ouest ». Dans la semaine, plus de quinze mille réfugiés auront ainsi choisi la liberté, plus de 25 000 les semaines suivantes. Deux mois plus tard sera abattu le Mur de Berlin (nuit du 8 au 9 novembre). On connaît la suite...



Le ministre autrichien des Affaires étrangères Alois Mock et son homologue hongrois Gyula Horn ouvrent ensemble la première brèche dans le rideau de fer. © Süddeutsche Zeitung

Et oui... On aurait tendance à l'oublier. Et pourtant, c'est bien en Hongrie que tout a commencé... Oublié ? Pas tout-à-fait, à vrai dire, certains étant là pour nous le rappeler, ... et comment donc ! Pour nous rappeler haut et fort le rôle qu'ils ont joué à l'époque, en «courageux héros sans qui rien ne se serait passé». En tête desquels notre actuel Premier ministre Viktor Orbán.

Certes, le jeune Orbán, qui avait à l'époque 26 ans (et portait belle chevelure et barbe romantique..), s'était fait remarquer lors d'un discours prononcé le 16 juin à l'occasion de la cérémonie de « réenterrement » d'Imre Nagy, harangue dans laquelle il réclamait la tenue d'élections libres et le départ des troupes soviétiques. Discours qui eut un grand retentissement dans le pays.. Mais... au point de faire trembler un Gorbatchev intimidé et d'enclencher le retrait immédiat des troupes soviétiques ? Ne rêvons tout de même pas !

Même si elle fut précédée d'un sympathique « pique-nique paneuropéen » organisé au bord de la frontière (occasion d'une première brèche dans le Rideau de fer), il serait bon de rappeler que c'est à l'initiative du gouvernement hongrois que fut ouverte la frontière, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Gyula Horn, étant venu lui-même découper les barbelés en compagnie de son homologue autrichien Alois Mock, en geste ostensiblement symbolique. Une action qui avait été longuement et soigneusement préparée par des négociations et consultations (rencontre secrète avec Helmut Kohl et Genscher) dont l'ancien ambassadeur de Hongrie à Bonn a révélé les dessous (1).

Résidant alors en Allemagne, je me souviens de l'émotion avec laquelle la population suivait les événements. Tout d'abord avec ces milliers de « touristes » de la RDA (80 000) que les autorités de

Budapest se refusaient à renvoyer dans leur pays, comme le réclamait un Honecker rouge de colère. Puis avec l'ouverture de la frontière par les autorités hongroises. Emotion accompagnée d'une vive reconnaissance dans l'opinion allemande. C'est à cette époque que je découvris le visage de Gyula Horn que l'on voyait partout sur les écrans; celui d'Orbán - et son nom même - m'étant alors tout-à-fait inconnu (ce n'est que 10 ans plus tard que je le découvrirai...). Je me souviens également de cette cérémonie de remise du prestigieux Karlspreis (Prix Charlemagne) au même Gyula Horn dès l'année suivante en présence du chancelier Helmut Kohl. Prix peu connu en France, mais tenu pour la plus prestigieuse des récompenses en Allemagne. (Une ville du Bade-Württemberg, Wertheim, a même donné le nom de Gyula Horn à l'une de ses rues !)

Si je précise tout cela, c'est parce que, curieusement, ces événements sont maintenant passés sous silence, du moins le rôle joué par les autorités de l'époque. Ministre des Affaires étrangères dans le dernier gouvernement d'avant « la chute », Gyula Horn occupera par la suite le poste de Premier ministre « démocratiquement élu » de la Hongrie « libre » (1994-1998). Pour preuve qu'il n'était pas impopulaire.

Ce qui me dérange dans tout cela est l'hypocrisie qui se cache derrière cette approche. Les dirigeants actuels du pays et leurs sympathisants de la droite conservatrice connaissent fort bien le contexte dans lequel s'est déroulé voici 23 ans le changement de régime. Et pour cause... beaucoup d'entre eux (génération des 50-70 ans) sont issus de l'ancienne „nomenclature”. Je ne saurais d'ailleurs trop leur faire reproche de ce passé.

Cette attitude qui consiste à taxer de « communiste » ou « traître à la patrie » toute personne dont l'opinion divergerait tant soit peu de la ligne officielle est pratiquement généralisée. Ceux qui l'adoptent veulent probablement faire, par ce refus de tout compromis (avec le diable), démonstration de leur droiture et de leur intégrité. Pour ma part, j'y vois plutôt un aveu de faiblesse.

János Kádár, qui dirigea le pays de 1956 à 1988, avait adopté le slogan « *Qui n'est pas contre nous est avec nous* », par lequel il entendait, sinon solliciter un soutien actif de la population, du moins se garantir une attitude relativement conciliante pour lui permettre de mener à bien ses réformes. En l'état actuel, le slogan que l'on pourrait attribuer à Viktor Orbán serait plutôt l'inverse: « *Qui n'est pas avec moi est contre moi* ».

Pour en revenir au 11 septembre et à la « chute » du régime « dit » communiste, je me permettrai deux remarques: « Chute » et régime « dit » communiste. Deux nuances de taille ! Il me semblerait plus juste de parler de « sabordage », car rien n'eût pu se passer sans le consentement des autorités en place. Je ne dis pas que ce fut de franche gaieté de cœur, mais force est de reconnaître que le Premier ministre de l'époque (Miklós Németh) et son entourage firent alors preuve de bon sens, voire d'un certain courage en prenant l'initiative d'ouvrir en grand la frontière et de prévoir (dès avant la harangue d'Orbán) des élections libres. Certes, il n'avaient guère trop le choix, mais leur mérite est de ne pas avoir traîné et d'avoir tout fait pour favoriser une transition en douceur. Régime « dit » communiste. Là encore, quelques réserves : ceux qui ont connu le pays à l'époque savent fort

bien ce qu'il en était: «*baraque joyeuse du camps socialiste*», «*communisme du goulache*», etc., autant de qualificatifs qui étaient en vogue pour illustrer l'originalité de la voie hongroise.

(1): István Horváth, alors ambassadeur à Bonn (interview donnée à Klub Rádió le 3 septembre 2009).

- Les ressortissants de la RDA qui se trouvaient en Hongrie étaient au nombre de 80 000 au cours de cet été. Ils ne voulaient plus retourner en RDA ni rester en Hongrie. Le hic: ils ne disposaient plus de moyens financiers et étaient donc à la charge de l'Etat hongrois.

- L'Etat hongrois venait de signer la convention de Genève sur le droit d'asile (ceci pour défendre les Hongrois de Roumanie réfugiés en Hongrie).

- Sur le plan purement technique, les installations du rideau de fer avaient vieilli et étaient à refaire pour un très gros montant (ceci, moins déterminant, aura plutôt servi de prétexte pour se couvrir).

Le gouvernement hongrois s'est alors trouvé devant un dilemme difficile. Que faire de ces 80 000 Allemands de l'Est qu'il n'était bien sûr pas question de renvoyer? Comment concilier les engagements de la Convention de Genève sur le Droit d'asile et les obligations du Pacte de Varsovie ?

Une rencontre secrète sollicitée par le gouvernement hongrois avec Kohl et son ministre Genscher a eu lieu le 25 août au château de Gilnitz. Y étaient seuls présents: chefs de gouvernement, MAE et ambassadeurs. Les Hongrois font alors part à Kohl de leur souci, du dilemme auquel ils sont confrontés avec le sort des ces 80 000 Allemands de l'Est. Considérant le problème comme germano-allemand, ils interrogent Kohl sur sa réaction éventuelle s'ils les laissent sortir. La dessus, Kohl, ému, les remercie, assure qu'il les accueillera et demande à ses interlocuteurs hongrois ce qu'ils attendent de lui en échange (annulation de la dette). Les Hongrois, prudents, renoncent à tout marchandage, de peur de compromettre le projet. Au préalable, une consultation avait eu lieu en mars pour tâter Gorbatchev sur leurs intentions d'ouvrir le parlement à un système de politique pluraliste et d'ouvrir l'économie. Gorbatchev avait acquiescé (mais il n'avait pas encore été question d'ouvrir la frontière).